

CLÔTURE DU COLLOQUE INTERNATIONAL SUR MOHAMED HARBI À ORAN

«Il faut relire de façon critique l'histoire pour comprendre ce qui nous arrive aujourd'hui»

Mohamed Harbi a clôturé, ce jeudi 31 janvier, le colloque international qui lui était dédié en insistant sur le fait que la lutte contre tout colonialisme pose le problème du rejet de la servitude, de la soumission et de l'allégeance. Il considère que «pour comprendre ce qui nous arrive aujourd'hui, il faut relire de façon critique l'histoire et ce que nous avons fait hier». La part du militant en lui, lui a dicté une sorte de confession intime qu'il a voulu partager à haute voix : «En tant que militant, je considère que ma génération est totalement responsable de ce qui s'est passé avant et après 1962».

Amel B. - Oran (Le Soir) - Pour Mohamed Harbi, l'histoire, c'est aussi ce lien entre le passé et le présent de l'Algérie actuelle, car, estime-t-il, «il faut connaître le passé pour comprendre aujourd'hui». Toutefois, il met en relief une réalité qui perdure : «Les acteurs du mouvement national ont été, dit-il, à un moment le moteur d'une dynamique et par la suite ils sont devenus aujourd'hui un frein. Après 1962, ils ont accaparé le pouvoir.»

Pour l'historien, ceux qui sont au pouvoir s'expriment au nom d'une légitimation historique, d'où la nécessité d'une mémoire du passé faite de manière critique et non pas exclusivement héroïque du peuple,

conclut-il. «Désormais, dira Mohamed Harbi, il revient aux Algériens de faire leur avenir ici et d'être pleinement engagés dans leur combat citoyen et c'est de leur devoir de ne pas être traités comme mineurs».

A une question qui lui a été posée dans un entretien qu'il avait accordé à la revue du colloque qui lui a été consacrée, à savoir son opinion concernant les évolutions positives observées ces dernières années en Algérie, Mohamed Harbi répondra que «les choses changent. La démocratie est placée au centre du débat politique. Sur quelle base ? Au nom de la conception d'une certaine liberté sûrement. Après des années de silence consenti ou forcé,

une décompression autoritaire s'effectue sous nos yeux.

Le retour de la liberté de parole permet de dire le droit, de revendiquer l'autonomie de la justice, de s'élever contre l'autoritarisme, de dénoncer la corruption et le clientélisme. Mais la liberté de parole reste une parole d'élites et souvent une parole de forces qui rôdent autour de l'Etat et qui n'ont aucun véritable programme de rechange à opposer à ses occupants. Manque le lien entre les demandes sociales de la majorité de la population et la revendication démocratique. A ce compte, la stabilité et le retour à la sécurité sont loin d'être garantis».

Auparavant, Benjamin Stora avait évoqué Mohamed Harbi à travers une communication intitulée «Un historien algérien en exil».

Pour l'intervenant, évoquer l'histoire en Algérie est éminemment périlleux et difficile. «L'histoire, dit-il, a été imbriquée complètement comme vecteur central permettant d'assurer la continuité d'une nation». Le travail d'un historien

selon Benjamin Stora, ne consiste pas seulement à établir les faits, car cela induirait une remise en question, c'est-à-dire casser les stéréotypes négatifs. Le premier livre qui a marqué l'intervenant et qui fut écrit par Mohamed Harbi en 1975 *Aux origines du FLN* était pour lui une découverte choc. Car, explique-t-il, «l'histoire critique du FLN du nationalisme Algérien au sens large, venant précisément d'un acteur qui restituait tout son combat à l'intérieur du mouvement, m'avait profondément choqué que je considérais comme un livre fondateur et fondamental». La série d'itinéraires dressés par Mohamed Harbi à la fin de ce livre, avec notamment une biographie de Messali Hadj, avait grandement contribué dans le choix de Benjamin Stora à réaliser une thèse sur ce combat-tant algérien.

L'intervenant considère qu'à travers cette œuvre, Mohamed Harbi «avait décidé de bousculer les conformismes concernant l'histoire du nationalisme algérien. L'ouvrage permettait au lecteur français

d'accéder pour la première fois à une connaissance interne de la société algérienne, ses déchirements, ses aspirations et de découvrir les leaders nationalistes algériens portant l'idée d'indépendance».

A travers l'ouvrage *Aux origines du FLN*, Benjamin Stora estime que «l'auteur avait entrepris de casser un certain nombre de «légendes», l'ensemble d'ouvrages permettant d'éclairer différemment la révolution algérienne. Ils contribuaient à la dégager de ses caches. Ils manifestaient les traits singuliers que l'histoire avait parfois cherché à estomper : derrière les «chefs historiques se profilent d'autres dirigeants brillants et généreux». Celle qui aborda la relation entre Mohamed Harbi et les femmes n'était autre qu'une féministe engagée : Fatma Oussedik, de l'université d'Alger, qui voit qu'à travers ses œuvres l'historien a soutenu et accompagné toute la lutte des femmes algériennes comme sujet pour la quête de la reconnaissance de leur place dans la société, comme des sujets historiques et il

l'a fait en les replaçant, dit-elle, dans une généalogie, une filiation, à voir avec le caractère émancipateur de la lutte de Libération, mais aussi avec l'histoire des sociétés arabes et musulmanes».

Pour l'intervenante, Mohamed Harbi n'était pas présent, mais accompagnait les femmes dans leur combat mais tout en étant à proximité, il n'a pas pris, dit-elle, la parole en lieu et place des femmes algériennes, elles ont été là présentes dans ses ouvrages sur l'histoire de l'Algérie».

L'organisation de ce colloque en son hommage, Mohamed Harbi ne la considère pas comme étant personnel. Pour l'historien, «l'Algérie pâtit de l'absence d'une société civile qui, face au pouvoir d'attraction de l'Etat et de ses appareils, puisse servir de base à l'autonomie d'un statut intellectuel. Que des femmes et des hommes de bonne volonté ici prennent conscience et s'attellent à la recherche des moyens à ce manque est de bon augure».

A. B.

ÉLECTIONS DU BARREAU RÉGIONAL D'ALGER

La commission de surveillance annule le second tour

Le second tour portant élection des membres du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger n'a pas eu lieu jeudi passé.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La cause ? Ayant constaté des cas flagrants «d'irrégularités» au début de l'opération de vote, les candidats dans leur majorité ont interpellé les membres de la commission électorale pour exiger l'annulation pure et simple du processus électoral et son report d'une semaine afin de mettre fin à l'anarchie et aux irrégularités qui ont suivi le début des élections du second tour.

Quelques minutes après le début du processus, il a été constaté que deux candidats potentiels au conseil de l'Ordre ne figuraient pas sur les bulletins de vote. Une situation qui a provoqué la colère de tous les candidats qui ont qualifié la situation «de grave et préjudiciable pour

l'avenir de la profession». Face à cette situation, il a été décidé d'interpeller les membres de la commission de surveillance des élections pour «mettre fin à cette mascarade et annuler le second tour entaché d'irrégularités».

Suite à cela, après réunion d'urgence, les membres de la commission ont décidé de donner suite aux doléances des contestataires en reportant cette élection d'une semaine, soit à jeudi prochain.

Selon d'autres sources, la commission de surveillance de ces élections a été également saisie sur «les dépassements et autres influences exercées par des proches du bâtonnier sortant et certains observateurs sur les électeurs ou en menant

campagne en faveur de la liste dirigée par le bâtonnier sortant». Une situation «grave et qui s'inscrit à contre-courant des règles de déontologie régissant le fonctionnement de la commission». Les mêmes sources ajoutent par ailleurs «qu'un recours sera introduit auprès du Conseil d'Etat pour demander l'annulation de cette élection en attendant la mise en place de toutes les conditions pour un scrutin transparent et dépourvu de toute irrégularité».

Il y a lieu de noter qu'à la veille du premier tour, six têtes de liste contestataires ont tiré à boulets rouges sur le bureau sortant, dont le président M^e Sellini Abdelmadjid, chef de file de la septième liste. Les contestataires ont qualifié les conditions de préparation et de tenue de l'élection de «non

réunies», avec manque de gravité au principe de «l'équité et de transparence».

Selon des avocats, la commission de surveillance n'existe pas dans les textes régissant la profession d'avocat. Par ailleurs, à quarante-huit heures du scrutin, l'avocat et tête de liste M^e Chaoui Abderrezak a décidé de se retirer de la compétition arguant que les «conditions de cette élection ne sont nullement réunies».

Pour sa part, M^e Sellini Abdelmadjid a rejeté «globalement et dans le détail» toutes les accusations portées à son encontre. Selon lui, la réaction des contestataires entre dans le cadre d'«une gesticulation de campagne», et que cette situation lui rappelle celle de l'élection de 2005, lorsque le vote a été annulé pour les mêmes motifs.

A. B.

BILAN 2007 DU SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

«Positif !»

selon Amar Ghoul

Avec un taux de croissance de 11%, l'année 2007 a été «très positive» pour le secteur des travaux publics. Le premier responsable du secteur, Amar Ghoul, qui présidait jeudi, la réunion des directeurs de wilaya relevant de son département, a indiqué que durant l'année écoulée, pas moins de 18 000 km de routes ont été réalisées.

Cette même année a été également marquée par l'ouverture à hauteur de «90%» du couloir de la deuxième rocade sud d'Alger et le lancement de «tous» les projets inscrits dans le cadre du programme quinquennal 2005-2009.

Selon le ministre des Travaux publics, l'année 2008 sera une «charnière pour le secteur». La priorité sera accordée au parachèvement des grands projets de routes, ports et aéroports inscrits dans le programme sectoriel ainsi que le lancement des études pour les projets inscrits dans le schéma directeur 2010-2015. Cette année verra également le lancement effectif du projet de la rocade des Hauts-Plateaux sur 1300 km, les liaisons autoroutières avec l'autoroute est-ouest dans 32 wilayas et les pénétrantes nord-sud. Amar Ghoul a, par ailleurs, souligné l'importance du volet formation. Il dira à ce propos qu'un projet pour la création d'un institut supérieur dans le secteur des travaux publics est en cours de discussion avec les Japonais.

L'objectif étant d'assurer une formation de haut niveau aux ingénieurs algériens qui seront amenés à conduire, gérer et manager des projets de grande envergure dans le domaine du BTPH.

Lotfi Mérad